

Annexe A

Rôles des préfetures maritimes, des différents services de l'Etat et des établissements publics dans le processus de désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

1) Processus de délimitation des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale, sous le pilotage des préfets maritimes :

Conformément aux dispositions des articles L. 414-1 et R.414-3 à R. 414-7 du code de l'environnement, pour les propositions de sites Natura 2000 situés entièrement au-delà de la laisse de basse mer, il appartient au préfet maritime :

- d'élaborer les propositions de sites Natura 2000, notamment les périmètres de ceux-ci et les motivations scientifiques qui s'y rapportent ;
- de recueillir l'accord du commandant de zone maritime sur les propositions de sites Natura 2000 ;
- de transmettre aux ministres chargés de l'environnement et de la défense, les propositions de sites Natura 2000, accompagnés des avis recueillis ;
- de transmettre au MNHN les dossiers électroniques associés aux propositions de sites Natura 2000 ;
- d'indiquer aux ministres chargés de l'environnement et de la défense les raisons pour lesquelles il a pu s'écarter des avis motivés qu'il a recueillis.

Pour mener ces missions, le préfet maritime s'appuie sur la (ou les) direction(s) interrégionale(s) de la mer (DIRM) et la (ou les) direction(s) régionale(s) de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) concernées par la proposition de site Natura 2000, en fonction de leur champ de compétences, et bénéficie de l'appui de l'agence des aires marines protégées (AAMP), en lien avec le MNHN.

Le préfet maritime désigne un service instructeur chargé de préparer, de coordonner et de suivre la procédure jusqu'à la transmission de la proposition de site aux ministères et associe les services concernés et l'AAMP.

Quel que soit le service instructeur (DIRM et/ou DREAL) choisi par le préfet maritime pour mener ces procédures, il est rappelé que :

- la DIRM, sous le pilotage du préfet maritime, assure la coordination des politiques publiques de la mer et du littoral au niveau interrégional, notamment entre le dispositif Natura 2000 et les plans d'actions pour le milieu marin (PAMM), et apporte son expertise sur les activités maritimes (en particulier la pêche professionnelle) présentes au sein des grands secteurs et des propositions de sites. Elle concourt, avec les DREAL, à la gestion et à la protection du littoral et des milieux marins ;
- la DREAL, également sous le pilotage du préfet maritime, élabore et met en œuvre les politiques de gestion et de protection du littoral et des milieux marins et notamment la politique Natura 2000. Elle participe à ces travaux de délimitation des propositions de sites Natura 2000 au titre de ses attributions et de son expérience en la matière. Elle apporte son expertise et son appui sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire, dans le processus de désignation de sites Natura 2000 et dans le cadre de la constitution des dossiers de propositions de sites, en lien avec l'AAMP pour les aspects techniques.

S'agissant de l'AAMP, établissement public de l'État, elle remplit un rôle d'opérateur technique en appui au préfet maritime et services de l'État tant dans la phase de délimitation de sites Natura

2000 (mobilisation des connaissances issues des programmes d'acquisition de données scientifiques préalables à ces travaux et mobilisation de données relatives aux activités en mer notamment) que dans la phase d'association des acteurs. Elle assurera la gestion de ces sites Natura 2000 une fois désignés pour le compte de l'Etat, conformément au code de l'environnement.

La délimitation des propositions de sites Natura 2000 devant être fondée sur des critères et motivations scientifiques, le MNHN pourra, sur demande du préfet maritime ou du directeur de l'eau et de la biodiversité, apporter un appui au début de la démarche, en complément des données disponibles dans les rapports scientifiques et les fiches ci-après.

Dans tous les cas, si le service instructeur choisi par le préfet maritime pour mener ces procédures n'est pas la DREAL, cette dernière doit au moins être associée aux procédures menées et au remplissage de la base des données caractérisant le site (contours et données du FSD). La DREAL dispose en effet des outils permettant la transmission électronique des données des FSD au MNHN qui, après validation interministérielle et sur la base des instructions du ministère en charge de l'environnement, les transmet à la Commission européenne.

Nota : Lorsqu'une proposition de site s'étend sur plusieurs façades maritimes, les préfets maritimes concernés élaborent conjointement la proposition de site. Ils désignent un service instructeur pilote chargé de préparer, de coordonner et de suivre la procédure jusqu'à la transmission de la proposition de site aux ministères et associent les services de l'Etat concernés et l'AAMP.

L'information, la concertation et les consultations réglementaires portent sur l'ensemble du site mais sont organisées au niveau de chaque façade maritime par le préfet maritime, en coordination avec l'autre préfet maritime concerné, avec l'appui du service instructeur pilote.

2) Procédure de désignation des sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale par le ministre chargé de l'environnement et le ministre de la défense :

Conformément aux dispositions des articles L. 414-1 et R. 414-3 à R. 414-7 du code de l'environnement, le préfet maritime transmet les propositions de désignation des sites Natura 2000 au large au ministre chargé de l'environnement. Il les transmet également au ministre de la défense.

La procédure qui s'ensuit diffère selon qu'il s'agit d'une proposition de zone spéciale de conservation (ZSC, au titre de la directive « Habitats, faune, flore ») pour les récifs et/ou les mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun) ou d'une proposition de zone de protection spéciale (ZPS, au titre de la directive « Oiseaux ») pour les oiseaux marins.

Au titre de la directive « Habitats, faune, flore », en application des articles R. 414-4 et R. 414-6 du code de l'environnement, le ministre chargé de l'environnement et le ministre de la défense établissent une proposition de site d'importance communautaire (pSIC) qui est transmise à la Commission européenne. Lorsque le site proposé est inscrit par la Commission européenne sur la liste des sites d'importance communautaire (SIC), le ministre en charge de l'environnement et le ministre de la défense prennent un arrêté pour le désigner comme ZSC et par là même comme site Natura 2000.

Au titre de la directive « Oiseaux », en application des articles R. 414-5 et R. 414-6 du code de l'environnement, le ministre chargé de l'environnement et le ministre de la défense prennent un arrêté désignant la zone comme ZPS et par là même comme site Natura 2000. Ils notifient leur décision à la Commission européenne.

L'article R. 414-7 du code de l'environnement précise le contenu des arrêtés de désignation des sites Natura 2000 : la carte du site, sa dénomination, sa délimitation ainsi que l'identification des habitats et des espèces qui justifient la désignation du site.

Les arrêtés sont publiés au Journal officiel. L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition du public dans les services du ministère en charge l'environnement et sur les sites Internet de la/les préfecture(s) maritime(s) concernée(s).

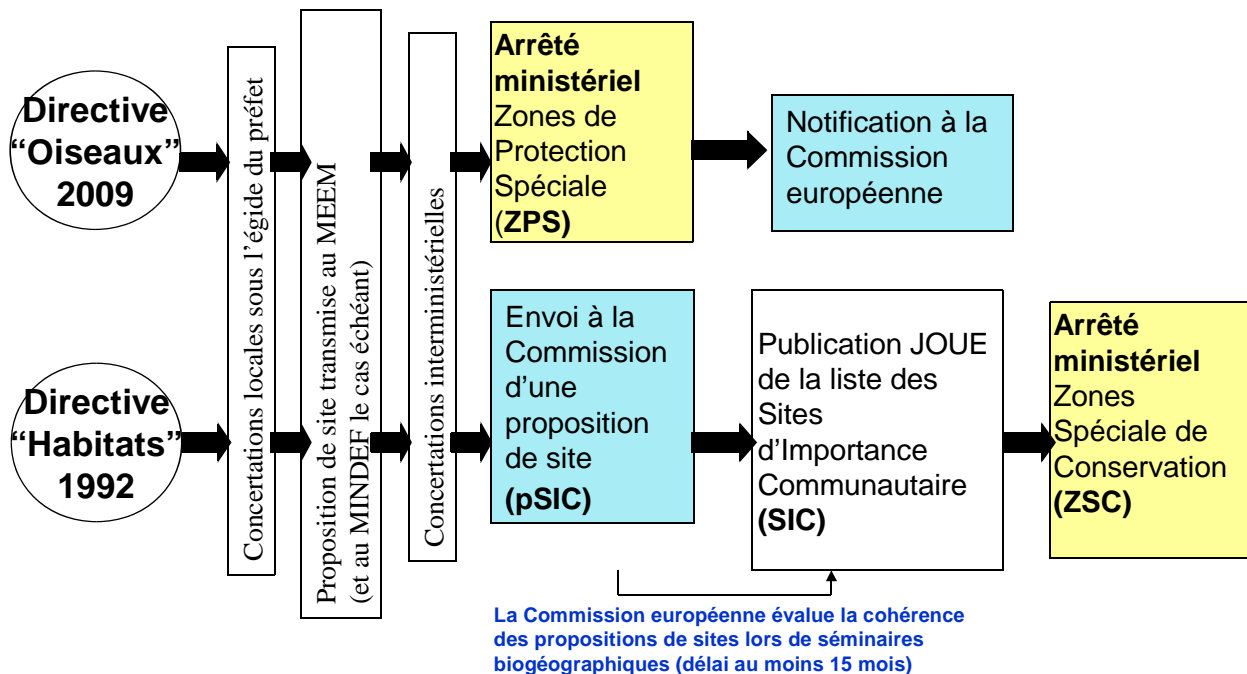


Schéma des procédures de désignation de sites Natura 2000